

[Text]

Mr. Macdonald (Rosedale): It is principally the access to questions of judgment, to matters of opinion by a qualified management, a qualified management which does not have, as I referred to earlier, a conflict of interest with respect to foreign owner in particular.

Mr. Bawden: Mr. Chairman, I would think that there are many alternatives to obtain this information by way of independent consultants, independent advisers. Surely to goodness you do not need a whole staff of oil company people, with a lot of Canadians and, as well, foreign consultants who are exposed to a very broad experience and a very broad range of conditions. I just cannot believe that the Minister really thinks that he must be in the oil business to gain first-hand experience.

The Chairman: Thank you, Mr. Bawden. Your time is up. Mr. Foster.

Mr. Foster: Mr. Chairman, I was just hoping that we could move off this clause 2. We have been on it now for some nine sessions and some 13 or 14 hours. It seems to me that even the Opposition, who really are not concerned whether we make progress on this Bill, would want to see us move off. It seems to me that it is one thing to point out the weaknesses in a bill, to make amendments and to speak against clauses in a bill, but it is quite another thing to carry on a filibuster day after day after day. It is not only the members on this side who are becoming concerned with the filibuster, but it is the Canadian people generally. I would like to read an editorial from the *Ottawa Citizen* of May 22, which points out the damage that this filibuster is doing. It is entitled "Unjustified Filibuster".

• 1620

An opposition filibuster to the Petro-Can bill in the Commons energy committee has delayed more than the bill. It has delayed a national energy policy for Canada. For several years critics have justifiably attacked the government for its failure to produce a national energy policy. That policy is finally emerging. It contains two main goals: a price that will keep Canadian industry competitive and indeed give it an advantage in the world marketplace and an assured supply. But the policy is meaningless unless the government has the weapons to implement it.

One such tool is now fashioned. Parliament has passed the law authorizing Ottawa to set ceilings on oil and gas prices where federal-provincial agreement can't be reached. The other instrument is still to be fored.

Petro-Canada would enable the government to act as a buyer, explorer, and developer of energy. That is now in the national interest. The international oil companies have served Canada well. But their first obligation is to their parent companies abroad.

Which the Minister pointed out very well a few minutes ago.

[Interpretation]

M. Macdonald (Rosedale): Il s'agit surtout de recueillir l'opinion d'une direction qualifiée, une direction qui, comme je l'ai dit plus tôt, ne risque pas d'entrer en conflit d'intérêt à propos des propriétaires étrangers.

M. Bawden: Monsieur le président, j'imagine qu'il y a d'autres possibilités, en particulier celles d'obtenir ces renseignements d'experts-conseils et de conseillers indépendants. Vous n'avez pourtant pas besoin de tout un personnel de compagnie comprenant des quantités de Canadiens et des experts-conseils étrangers dont l'expérience serait vaste et les conditions variées. Je ne peux tout simplement pas croire que le ministre veuille se lancer dans les affaires pétrolières pour obtenir une expérience de première main.

Le président: Merci, monsieur Bawden. Votre temps est écoulé. Monsieur Foster.

M. Foster: Monsieur le président, j'espérais que nous pourrions dépasser l'article 2. Il y a déjà neuf séances que nous en discutons ce qui représente 13 ou 14 heures. Même l'Opposition qui ne s'intéresse pas tellement à ce que nous adoptions ce bill aimerait que nous avançons. C'est une chose que de souligner les faiblesses d'un bill, de déposer des amendements et de s'élever contre certains articles mais c'est une toute autre chose que de faire de l'obstruction systématique jour après jour. Les députés de ce côté ne sont pas les seuls à se préoccuper de cette obstruction, la population canadienne commence à s'inquiéter. Je voudrais vous lire un éditorial du *Citizen* d'Ottawa daté du 22 mai qui souligne les dommages causés par cette obstruction. Cet article est intitulé «Obstruction injustifiée».

En faisant de l'obstruction au bill Petro-Can au Comité de l'énergie de la Chambre des communes, l'Opposition fait plus que de retarder l'adoption du bill. Elle retarde l'adoption d'une politique nationale de l'énergie. Depuis plusieurs années les critiques ont justement blâmé le gouvernement de n'avoir pas réussi à mettre sur pied une politique nationale de l'énergie. Cette politique émerge enfin. Elle comprend deux objectifs principaux: un prix qui assurera la concurrence à l'industrie canadienne, qui l'avantagera sur les marchés mondiaux et lui assurera un approvisionnement. Mais cette politique est inutile tant que le gouvernement ne possède pas les armes qui lui permettent de l'appliquer.

Une telle méthode est maintenant à la mode. Le Parlement a adopté une loi autorisant le gouvernement fédéral à fixer des plafonds aux prix du pétrole et du gaz naturel en cas d'impossibilité de parvenir à un accord fédéral-provincial. Reste encore à élaborer l'autre méthode.

Péto-Canada permettrait au gouvernement de faire fonction d'acheteur, d'explorateur et de promoteur de l'énergie. Cela sert l'intérêt national. Les sociétés pétrolières internationales ont également servi l'intérêt du Canada. Mais elles sont avant tout responsables devant leurs sociétés-mères à l'étranger.

Le Ministre l'a très bien fait remarquer tout à l'heure.